



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 67 RISQUE CONTENTIEUX - PROVISION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2021 - 32 RENOUELEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUELEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL**

DU 23 MARS 2021

RISQUE CONTENTIEUX
PROVISION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération consiste à provisionner des sommes dues à des demandes indemnitaires, dans le cadre de dossiers contentieux dans lesquels la responsabilité de la commune est mise en cause.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	Provision	189 831,86 euros

Madame Karine GIGODOT expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2321-2 et R 2321-2 ;

Considérant qu'il est nécessaire de constituer une provision à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait résulter d'un risque contentieux ;

Considérant qu'en application du principe comptable de prudence, il convient de constituer une provision dès qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à payer un montant significatif ;

Considérant que deux dossiers dans des instances en cours présentent des risques indemnitaires pour la Ville,

Considérant en premier lieu que par requête du 5 avril 2018, la compagnie d'assurance GAN et la société Les Parfumeries FRAGONARD ont sollicité la condamnation de la commune de Grasse d'avoir à réparer l'ensemble des préjudices subis par elles, suite à un sinistre dégâts des eaux du 13 septembre 2015 ;

Les désordres ont pour cause le débordement du canal qui serpente à l'intérieur des immeubles privés de la vieille ville de Grasse. Les requérantes entendent rechercher la responsabilité civile sans faute de la commune de Grasse.

Elles se fondent sur le rapport de l'expert judiciaire qui retient que ledit canal serait « devenu à tout le moins par destination » un ouvrage public, dont l'entretien incomberait exclusivement à la commune de Grasse.

Il apparaît de la police d'assurance « Responsabilité Civile de la commune » applicable que sont exclus « les dommages causés par infiltrations, refoulements, débordements d'eau de mer, de lac, de cours d'eau, de bassin ou de canaux ... ».

Les requérantes demandent la condamnation de la commune de Grasse, pour Les Parfumerie FRAGONARD, au versement de la somme de 5 980,78 euros (soit 500,00 euros au titre du préjudice matériel + 5 480,78 euros au titre du préjudice immatériel) au titre des franchises demeurées à sa charge et pour la compagnie d'assurance LE GAN subrogée dans les droits de la Sté LES PARFUMERIES FRAGONARD, au versement de la somme totale de 154 529,08 euros (soit 136.441,86 euros au titre du préjudice matériel + 18 087,22 euros au titre du préjudice immatériel) en remboursement desdits préjudices matériels et immatériels par elle indemnisés.

De plus, elles sollicitent la condamnation de la ville de Grasse à leur verser la somme de 5 000,00 euros au titre de l'article L 761-1 du Code de Justice Administrative + 11 075,00 euros aux entiers dépens selon ordonnance de taxe du 7 novembre 2017.

Considérant en deuxième lieu que par jugement du 4 juillet 2019 duquel il a été fait appel, la commune de Grasse a été condamnée à leur verser la somme de 1 520 euros (franchise restant à la charge de Monsieur ANSQUER) et de 11 727,00 euros à la société GMF ASSURANCES subrogée dans les droits de Monsieur ANSQUER, ces sommes devant être assorties des intérêts légaux à compter de la décision à intervenir, en réparation des dommages subis par la propriété de Monsieur ANSQUER en raison d'un débordement des eaux pluviales du vallon des Parettes.

En effet, dans ce dossier sinistre « dégât des eaux », la responsabilité de la commune de Grasse est recherchée en raison des dommages occasionnés à la propriété de Monsieur ANSQUER par le déversement sur celle-ci des eaux pluviales du vallon des Parettes, suite aux fortes précipitations survenues le 3 octobre 2015.

Ce sinistre ne peut être couvert au titre du contrat d'assurance responsabilité civile de la commune car les dommages causés par infiltrations, refoulements, débordements d'eau de mer, de lac, de cours d'eau, de bassin ou de canaux » font l'objet d'une exclusion.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** de la constitution d'une provision semi-budgétaire pour risque sur contentieux, d'un montant total de 189 831,86 euros sur le budget principal 2021, au titre des risques concernant les deux dossiers susvisés devant les juridictions ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à la réalisation des présentes affaires.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le ...24... MARS 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT COPIÉ
Le Maire, ...

04.

